

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.725

7 novembre 1997

(97-4895)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la justice L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Explosifs plastiques
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Mise en oeuvre du Traité sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de leur détection, entré en vigueur le 1er mars 1991 à Montréal (Loi sur le marquage des explosifs plastiques)
6.	Teneur: Ce projet de loi régleme la fabrication, la réception, l'expédition, le stockage, l'utilisation, le transport et le commerce d'explosifs. Ce texte intéresse les utilisations civiles et militaires des explosifs en question et interdit le maniement d'explosifs non marqués. L'objet du marquage des explosifs plastiques - au moyen d'un dispositif de détection devant être indiqué par les Ministres de la justice et de la défense - est d'aider à prévenir les attaques terroristes, en particulier à bord des aéronefs. Les articles 2 à 6 du projet de loi peuvent avoir le caractère de règlements techniques.
7.	Objectif et justification: Cette loi met en oeuvre le Traité, entré en vigueur à Montréal le 1er mars 1991, sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de leur détection ("Traité Semtex"). Ce traité a été élaboré à la suite de la catastrophe de Lockerbie survenue au-dessus de l'Ecosse. Afin de protéger la sécurité publique et la vie des personnes, le traité et la loi d'application proposée prévoient des mesures visant à améliorer la détection des explosifs. Les contrôles existants ne permettent pas de détecter certains explosifs. L'adjonction de certaines substances chimiques rend ces explosifs plus facilement détectables.

8.	Documents pertinents: Loi de ratification
9.	Date projetée pour l'adoption: 15 janvier 1998 Date projetée pour l'entrée en vigueur: A une date fixée par décret royal
10.	Date limite pour la présentation des observations: 14 janvier 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: